



RAILA AMOLO ODINGA

Premier ministre de la République du Kenya

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi d'être ici pour participer à cette conférence dont le concept incarne si précisément l'inéluctable interdépendance du monde d'aujourd'hui.

Pour moi personnellement, il est très significatif que les questions qui sont au cœur des travaux de la conférence - sur l'état de notre monde, où il va, et sur ce qui peut être fait pour assurer un avenir meilleur pour tous - soient précisément semblables aux questions auxquelles nous sommes confrontés dans notre microcosme quotidien en Afrique.

L'Afrique est longtemps restée un géant endormi au sein de la communauté des nations, mais elle n'a jamais été à l'abri des bouleversements fondamentaux qui sont intervenus ailleurs. Les variations et les changements dans les structures du pouvoir au niveau mondial ont toujours eu des conséquences sur notre continent, et nous en avons vivement ressenti les secousses.

L'actuelle crise financière mondiale, par exemple, a révélé la vulnérabilité de la quasi-totalité des marchés financiers aux orientations mondiales. L'Afrique n'y a pas échappé, et le fait que cette crise soit ressentie dans les pays en développement est une triste démonstration de l'interdépendance des problèmes mondiaux.

L'Afrique a commencé à être plus qu'un relais pour les plus grands acteurs du monde avec la chute du mur de Berlin en 1989. Cet événement a marqué près de deux décennies de bouleversements qui ont changé la vie sur le continent africain.

La plupart des dictatures à parti unique qui subsistaient et les régimes militaires dirigés par un seul homme, se sont effondrés et ont cédé la place à des nouveaux systèmes multipartites.

Il y a une forte tendance à remplacer la mauvaise gouvernance par de la bonne, et à réformer la politique économique et sociale et les structures juridiques. Nous avons commencé très bas, mais il y a eu des progrès significatifs.

La démocratie est une aspiration universelle. Quatre-vingt-dix pour cent des Africains disent qu'ils veulent vivre dans une démocratie. Cette année, nous avons montré au Kenya, et les Zimbabwéens l'ont également démontré, que les Africains sont plus déterminés que jamais à avoir leur mot à dire dans la gouvernance.

La communauté internationale a l'obligation de soutenir les personnes qui luttent pour la démocratie parce que les démocraties sont aussi plus susceptibles de respecter les droits de l'homme et de soutenir l'ouverture des échanges, et sont moins enclines à faire la guerre.

Au Kenya nous avons été confrontés à des problèmes mortels cette année, mais nous avons réussi, par le biais d'une démarche altruiste et d'une réflexion responsable, à éloigner notre pays du bord du gouffre.

Nous avons vu, ou nous espérons voir prochainement, des élections crédibles au Botswana, au Ghana, en Afrique du Sud et en Zambie. L'accord de paix au Zimbabwe donnera au pays son premier gouvernement légitime en une décennie. L'an dernier, le Nigéria a réalisé sa première transition démocratique entre pouvoirs civils.

Aucun de ces événements n'aurait pu se passer il y a deux décennies. Mais les dirigeants africains se sont réunis, en Juillet 2001, pour se constituer en groupe de pression sérieux apte à faire face aux changements de priorités dans le monde et à revendiquer la crédibilité de l'Afrique post-guerre froide.



L'idée, soutenue par les dirigeants du G8 la même année, a été de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation et d'accélérer son intégration dans l'économie mondiale, par le biais de la promotion de la croissance et du développement durable, et avec l'objectif spécifique d'éliminer la pauvreté si répandue et extrême. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le NEPAD, est né.

Le Nepad est une vision et un programme d'action pour le redéveloppement du continent africain, s'attaquant aux priorités sociales, économiques et politiques d'une manière cohérente.

Il participe à la recherche d'une solution africaine aux problèmes africains, et il est l'expression d'un engagement pris par les dirigeants du continent envers la population de l'Afrique et la communauté internationale. Il a été conçu pour être le cadre d'un nouveau partenariat entre notre continent et le reste du monde.

Il y a encore des batailles qui se déroulent sur plusieurs fronts africains, surtout entre les forces pour le maintien du statu quo et les forces de changement. Mais la plupart des pays ont introduit de profondes réformes dans les structures de gouvernance et la libéralisation des économies, et dans la façon d'aborder des questions cruciales comme l'amélioration des infrastructures, la création d'un environnement favorable aux investissements, l'éradication de la corruption, la réduction de la pauvreté, le développement de la main-d'oeuvre, et l'offre de services de santé et d'éducation adéquats.

Dans la planification de notre propre avenir, au Kenya, nous savons que nous sommes très concernés par les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Une grande partie de l'agriculture d'Afrique dépend de la pluie et, tandis que nous avons besoin de sortir de cette dépendance par l'investissement dans des systèmes d'irrigation, il est indéniable que la sécheresse et la famine sont les principaux fléaux de notre continent. Ils contribuent à la pauvreté, et la pauvreté, à son tour conditionne une grande partie des maladies et de la mort en l'Afrique.

Au Malawi, le gouvernement a montré qu'en subventionnant les engrais et les additifs agricoles, il est possible de doubler la productivité agricole en seulement 12 mois.

À l'heure actuelle, quelque 30000 enfants meurent chaque jour en Afrique en conséquence directe de l'insuffisance de nourriture. Ajoutez à cela les décès causés par d'autres maladies aggravées par la pauvreté - le sida, qui tue 6500 africains par jour, le paludisme, 2500 par jour, la tuberculose, 1500 par jour - et nous avons une estimation de 40500 personnes qui meurent chaque jour en Afrique de causes évitables.

C'est près de 15 millions de personnes par an, ce qui représente les trois quarts de la population de l'Australie, plus de dix fois la population de l'Estonie. Cela représente un degré de douleur et de chagrin inimaginables.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été établis par la communauté internationale pour aider à lutter contre certains de ces problèmes.

Mais nous, au Kenya, nous ne considérons pas les OMD comme une fin en soi. Pour nous, ils sont des repères qui encouragent les efforts visant à la réalisation d'une plus grande vision nationale - parce que les OMD ne permettront pas d'éliminer la pauvreté ou d'assurer l'équité dans la distribution des ressources. Notre objectif n'est pas seulement l'expansion du gâteau national, mais il est de veiller à ce que le gâteau soit partagé équitablement dans la société. Un programme de protection sociale pour les ménages les plus pauvres est également nécessaire.

L'ordre ancien de dépendance à l'assistance et à l'aide n'a fait que perpétuer le sous-développement en Afrique, entraînant une énorme dette sans beaucoup de résultats. C'est en raison des échecs du passé que nous avons décidé de nous éloigner de la dépendance vis à vis de l'aide et d'attirer plus de commerce et d'investissement, tant au niveau local que régional, ainsi que de la part de nos partenaires à l'étranger.

C'est pourquoi nous soutenons la politique de l'Aide au commerce, y compris un nouvel accord commercial qui donnera à tous les pays en développement l'accès aux marchés mondiaux. Nous voulons que nos partenaires nous ouvrent leurs marchés. Nous avons besoin de réductions dans les tarifs et les subventions agricoles imposés par les pays riches.



Il est triste de penser que les subventions versées aux pays riches en 2002 étaient égales à la totalité des revenus du continent africain. Nous devons changer cela. Nous avons besoin d'importants investissements privés. C'est dans l'intérêt général. Une Afrique forte et prospère serait un partenaire bon et fiable dans le commerce international.

Et si ces mesures permettent de contrôler l'extrême pauvreté et les troubles sociaux qui en résultent souvent, il y aurait moins besoin d'interventions coûteuses par des partenaires étrangers, tandis que les conditions locales ne justifieraient plus la migration économique qui pose souvent des problèmes à l'Occident. L'Afrique deviendrait un lieu de «retour des cerveaux», plutôt que de "fuite des cerveaux", capable de conserver les compétences dont elle a besoin et elle ne ferait plus reposer ses problèmes sur le monde développé. Il est paradoxal que le continent le plus riche en ressources soit aussi le plus pauvre. C'est un paradoxe qui doit être inversé, pour le bien de tous.

Comme notre hôte, Son Excellence le Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, l'a dit, un pays développé en Afrique est un atout. Il s'agit d'un investissement dans notre avenir commun.

Ce qui se passe à l'intérieur des côtes de l'Afrique, et la façon dont le continent est respecté en tant que membre à part entière d'un partenariat multiple pour des changements positifs au niveau mondial, peut être considéré comme un indicateur de l'état de notre monde. De même, le niveau mondial de détermination à assurer de meilleures perspectives pour tous sera un facteur déterminant de la destinée de notre monde.

Une détermination sans faille à unir le monde dans un engagement à long terme pour trouver des solutions humanitaires et axées sur le développement, s'appuyant sur une responsabilité partagée et visant à réalisation du "partenariat mondial d'égal à égal" de l'ONU, est une étape essentielle pour nous tous, quel que soit l'endroit du monde d'où nous venons.

Merci.